

Prix

Faible inflation en Guyane

L'inflation, mesurée par l'évolution des prix à la consommation, a atteint + 0,5 % en 2014, en moyenne annuelle, soit trois fois moins que l'année précédente. L'année 2014 s'inscrit dans le prolongement d'une période de ralentissement de la progression des prix débutée en 2010. Les prix de l'énergie diminuent dans le sillage de la baisse des cours du pétrole. Ils contribuent négativement à l'indice des prix en 2013 et 2014. Les prix de l'alimentation et des services ont également nettement ralenti.

Benoit Hurpeau, Insee

Depuis 2010, la Guyane a été épargnée par la crise mondiale. Dans ce contexte, l'inflation tournait aux alentours de 1,5 % chaque année. En 2014, les prix n'ont progressé que de 0,5 %, chiffre le plus bas après le recul enregistré en 2010. Cette évolution est la même que celle observée en France métropolitaine.

Énergie : les prix diminuent dans le sillage de la baisse des cours du pétrole

Le marché du pétrole est entré dans une nouvelle ère avec le ralentissement de la croissance chinoise et les choix stratégiques des États-Unis dans l'exploitation des gaz et pétrole de schiste. La conjonction de ces phénomènes fait mécaniquement baisser les prix du baril de pétrole depuis 2010. Si le consommateur guyanais a bénéficié de la baisse des prix à la pompe, l'effet reste limité en raison de l'importance des taxes dans la formation des prix et de la faiblesse de l'euro face au dollar.

En 2010 et 2011, les prix de l'énergie contribuaient fortement à l'inflation observée (0,3 point en 2010, 0,9 point en 2011). Avec la baisse des prix de l'énergie en 2013 et 2014 (respectivement -1,4 % et -2,4 %), ils contribuent négativement à l'indice des prix pour ces deux dernières années (- 0,1 point).

Des prix toujours plus bas dans l'alimentation

En 2014, les prix des produits alimentaires mondiaux sont tombés à leur plus bas niveau depuis 2010. Cette chute reflète les bonnes conditions de l'offre (bonnes récoltes et stocks abondants) et la faiblesse de nombreuses devises face au dollar. En Guyane, le poste alimentation progresse deux fois moins vite qu'en 2013 (+ 1,5 %), en raison d'une moindre progression des prix des produits alimentaires hors produits frais (+ 0,8 %), majoritaires dans le poste de l'alimentation. En 2014, le poste alimentation représente 23 % du budget des ménages et sa contribution à l'inflation (+ 0,4 point) reste la plus forte.

Ralentissement des prix des services

En 2014, le poste des services est le second plus gros contributeur à l'inflation (0,2 point). Il représente 43 % du budget des ménages. Les prix des services de logement (loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères) ont de nouveau décéléré (+ 0,3 % après + 1,3 % en 2013), en raison de la hausse limitée de l'inflation servant à la revalorisation aux loyers des résidences principales.

Les prix des services de santé diminuent de 0,2 % tout comme les prix des transports et communications (- 1,3 %). Cependant, plusieurs prix ont assez

nettement accéléré en 2014 : ceux des services financiers (0,9 % après 0,1 % en 2013) et ceux de la protection sociale (2,9 % après 2 % en 2013).

La baisse des prix bénéficie aux ménages ?

Si une inflation faible soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leurs niveaux de dépenses, c'est aussi le reflet de l'équilibre offre-demande et donc du contexte économique. Ainsi, des prix en moindre hausse puis en baisse peuvent signifier une baisse des coûts de productions comme une baisse de la demande. Aujourd'hui, cette baisse de l'inflation découle plutôt d'une baisse de la demande, dans un contexte socio-économique tendu. Dans un scénario noir, une phase de désinflation peut progressivement aboutir à une phase de déflation, à laquelle on associe des risques économiques rémanents. En effet, les risques associés à une spirale déflationniste, traduisent des baisses de demande en cascade, liées à une diminution des revenus d'activité des agents (via des baisses salariales et/ou une hausse du chômage) qui eux sont liés à une moindre activité des entreprises. Cette situation engendre successivement de nouvelles baisses de la demande et donc de l'activité des entreprises.

1 Chiffres clés des prix

Indice des prix à la consommation de Guyane en 2014 (en indice et en %)

Indice base 100 année 1998

Regroupements	Pondérations 2014	Indices 2013 moyens	Indices 2014 moyens	Variation 2013/2014	Contributions à la hausse des prix en 2014
Alimentation	2 297	134,4	136,4	1,5	0,4
Produits Frais	371	152,1	160,1	5,3	0,2
Alimentation hors produits frais	1 926	130,8	131,8	0,8	0,2
Tabac	47	360,2	361,2	0,3	0,0
Produits manufacturés	2 663	94,9	94,6	-0,3	-0,1
Habillement et chaussures	691	69,1	68,5	-0,8	-0,1
Produits de santé	231	89,2	88,6	-0,7	0,0
Autres produits manufacturés	1 741	106,8	106,8	0,0	0,0
Énergie	669	163,8	164,3	0,3	0,0
Produits pétroliers	441	179,8	175,4	-2,5	-0,1
Services	4 324	133,9	134,6	0,5	0,2
Loyers et services rattachés (1)	1 776	137	137,4	0,3	0,1
Services de santé	168	133,5	133,1	-0,3	0,0
Transports et communications	795	112,3	110,8	-1,3	-0,1
Autres services (2)	1 585	136,7	138,7	1,4	0,2
Ensemble	10 000	127,1	127,8	0,5	0,6

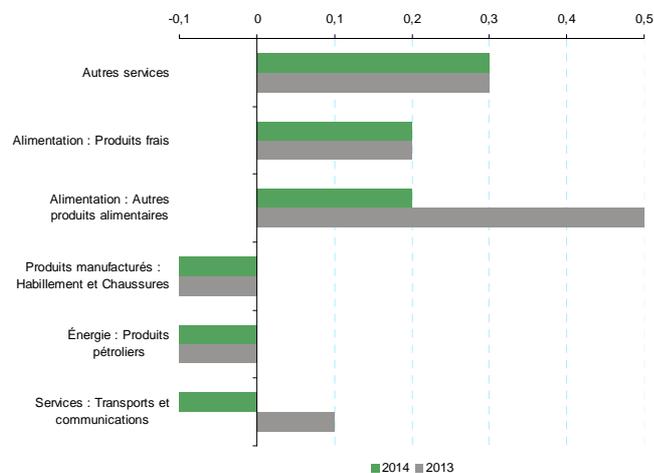
(1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

(2) Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

3 Alimentation et services : principaux contributeurs

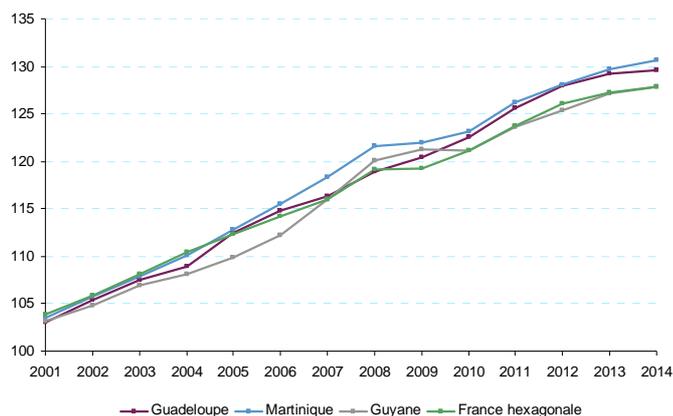
Principales contributions à l'inflation (en %)



Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

3 Les prix évoluent lentement

Évolution des prix entre 2001 et 2014 dans les DFA et en France hexagonale (en %)



Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.